

NANCY, le 04 juillet 2014

Monsieur le Secrétaire d'État,

Cela fait plus de deux ans que des socialistes tiennent le pouvoir, sans que les promesses électorales du candidat François HOLLANDE soient respectées. Non seulement elles ne sont pas tenues, mais bien au contraire, une série de mesures destructrices pour l'emploi, le pouvoir d'achat, la cohésion sociale anéantissent tout espoir de changement.

L'État a démissionné de son rôle de régulateur économique et social. C'est un État au service de l'entreprise et de la finance.

C'est un État qui renfloue les banques sans exiger de droit de regard. C'est un État qui sacrifie les citoyens au profit des grands patrons et des actionnaires. C'est un État qui fait régler par la majorité de la population la facture de la crise.

Il y a quelques semaines, le Collectif d'audit citoyen de la dette, indiquait que 59% de la dette de l'État provenait des cadeaux fiscaux et des taux d'intérêts excessifs liés aux emprunts sur les marchés financiers. Les capitalistes nous coûtent cher .

L'accord dit de sécurisation des emplois, la contre réforme des retraites, la réduction des cotisations sociales au seul profit des entreprises, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, le Pacte de Responsabilité, la dérisoire revalorisation du SMIC, une réforme de la Formation Professionnelle bâclée sont autant de cadeaux du gouvernement aux patrons.

Alors que la loi de finances rectificative est débattue au Parlement, l'efficacité du pacte de responsabilité sur l'emploi et l'activité économique est contestée, notamment au regard de son coût budgétaire. Parmi les mesures, figurent en effet deux vagues d'allègements de cotisations sociales patronales (allègements de cotisations entre 1 et 1,6 SMIC dès 2015 pour un montant de 4,5 milliards d'euros et allègement de cotisations entre 1,6 et 3,5 SMIC dès 2016) pour un montant global de 9 milliards d'euros à l'horizon 2017. Ces allègements sont censés permettre de créer ou de sauvegarder 150 000 emplois. Ceci revient à dire que le coût des allègements par emploi créé ou sauvegardé s'élève à 60 000 euros, un montant plutôt élevé qui a de quoi laisser songeur quant au rapport coût/efficacité...

Par ailleurs, la réduction de la dépense publique de 50 milliards d'euros prévue à l'horizon 2017 aurait un impact récessif équivalent à 0,7% de PIB par an. Ceci contribuerait à supprimer 250 000 emplois d'ici 2017.

L'impact de ce « pacte » sur l'activité économique, l'emploi et les comptes publics pose question. Car au final, les allègements fiscaux et sociaux cumulés d'ici 2017 au bénéfice des entreprises atteindront plus de 46 milliards d'euros (CICE compris). En l'absence de relance de l'activité économique, ce coût viendra alimenter les déficits publics et la dette publique.

A l'heure où la dette s'appête à dépasser les 2000 milliards d'euros et à flirter avec les 100% du PIB, la crainte est de voir naître un autre plan de rigueur pour éponger le coût du présent pacte de responsabilité. Il y a de quoi s'interroger sur le terme « responsabilité ».

Un autre exemple est le CICE . Mesure phare de la politique gouvernementale, le crédit d'impôt compétitivité emploi se doit d'être un succès en cette période de crise. Sans aller jusqu'à poser la question de l'efficacité en matière de création d'emplois du CICE, ce qui choque à juste titre les agents, c'est la quasi automaticité des remboursements, et l'absence de tout contrôle a posteriori.

Les agents des SIE le disent, c'est « open bar » pour les entreprises : on rembourse y compris aux sociétés en procédure collective, et les montants sont loin d'être négligeables. Le montant total remboursé s'élève à 7 Milliards en juin, d'ici fin 2014 on devrait arriver à 12 milliards, et fin 2015 à 20 Milliards, coût total estimé du CICE. Dès l'annonce de cette super niche fiscale, Solidaires Finances Publiques avait réclamé qu'un contrôle fiscal des sommes versées soit mise en place : notre Directeur Général avait refusé tout net ! Le dispositif législatif doit prévoir ce contrôle pour éviter le détournement des recettes budgétaires. La lutte contre la fraude doit être une réalité à la DGFIP !

La DGFIP souffre à l'heure du pacte de responsabilité: les réductions d'emplois, les réductions des moyens de fonctionnement, les évolutions structurelles ubuesques, la baisse du volume des promotions, l'absence de revalorisation des régimes indemnitaires, la dégradation des conditions de travail et de l'exercice des missions. Ces orientations ne sont pas justifiables au vu de la situation économique.

Les missions de Bercy sont budgétairement rentables, économiquement utiles et socialement justes. C'est donc pourquoi, Solidaires Finances dénonce la logique absurde de l'exemplarité de Bercy et sa démarche stratégique qui n'a de stratégique que le nom.

Cette exemplarité est déclinée au niveau local par le projet de fermeture de trésoreries notamment Nomeny et Longuyon, cette dernière doit être connue par le député de Longwy, qui il y a peu déclarait son attachement au maillage territorial.

Sur ce sujet, citons le rapport de la Commission des Finances sur le projet de loi de finances pour 2014: « Le double discours actuel, visant à proclamer un maintien des missions et du réseau, tout en réduisant les moyens, ne pourra pas fonctionner sur le long terme. Dans quelques années, ces réformes seront subies de façon brutale et des plus dommageable par les agents mais aussi par les citoyens ainsi que par l'ensemble des partenaires de la DGFIP que sont notamment les élus locaux et les entreprises. »

Si le député défendait le maillage territorial, quelle est la position du secrétaire d'État? Tiendrait-il aussi un double langage?

Le hasard du calendrier fait qu'aujourd'hui se tient également la CAPL de mutations des cadres C, catégorie qui a le plus souffert des suppressions d'emplois. A son issue, le nombre d'emplois non pourvus reste élevé, 22,5 exactement, dans un département de Meurthe-et-Moselle qui en terme d'effectifs en est arrivé à l'os. Pour Solidaires Finances Publiques, l'heure doit être à la création d'emplois notamment pour les catégories C, B et A.

Les véritables solutions sont, entre autres, l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, le comblement des postes vacants, des embauches statutaires et des moyens budgétaires pour réaliser l'ensemble de nos missions dans de bonnes conditions de travail.

Le comble du cynisme, l'ex-DG après avoir remercié les agents de leurs investissements les gratifie d'une baisse de la prime d'intéressement. Par là, il reconnaît que les missions ne peuvent être remplies du fait des suppressions d'emplois et des restrictions budgétaires dont les agents ne sont pas responsables mais en sont sanctionnés.

Tout comme leurs droits ont été bafoués dans l'attribution de l'avantage spécifique d'ancienneté « zones urbaines sensibles » décret de 1995. Nous sommes en 2014, et dans notre département, sur des dizaines déposées, une seule demande a été satisfaite, mais uniquement pour la reconstitution de carrière, et non pour une régularisation de la rémunération.

Nous vous alertons, les agents subissent « une perte de sens de leur travail ». D'ailleurs nous vous citons le rapport national des médecins de prévention, remis en 2012, qui fait état de 26 suicides au Ministère, dont un sur le lieu de travail, plus 13 autres tentatives qui se sont déroulées dans les locaux de l'administration. Si certains voudraient minimiser ces actes de désespoir en les qualifiant d'épiphénomènes, Solidaires Finances tire la sonnette d'alarme.

Dénonçons les tensions générées par la restructuration, par la disparition-fusion des services, la grande différence entre le travail réel et le travail prescrit, et par là même l'inéquation des indicateurs de travail. Dénonçons la diminution des marges de manoeuvres pour toutes les catégories d'agents, les injonctions paradoxales entre nécessités d'être à jour et volonté d'effectuer un travail de qualité. Dénonçons cette «**perte de sens au travail**». Phénomène qui s'accroît à chaque vague de suppressions d'emplois.

Solidaires Finances Publiques est de ceux qui ont fait le choix de construire une société plus solidaire, plus humaine en redonnant à la fonction publique son rôle fondamental de cohésion sociale. C'est pourquoi, elle ne peut que dénoncer et être contre les choix politiques pratiqués par les gouvernements successifs qui casse les éléments fondamentaux de cohésion sociale que sont les services publics et la fonction publique.

Et nous terminerons sur des paroles d'un vrai socialiste : « Parce que le millionnaire n'a pas récolté sans peine, il s'imagine avoir semé ».

Bien sur, vous aurez reconnu Jean JAURES...